



Vœux de Sarkozy : Combattre en 2011 une politique aussi antipopulaire qu'en 2010 ! Sans attendre 2012 !

S'il fallait retenir une phrase dans les vœux au pays prononcés le 31 décembre 2010 par le Président Sarkozy, ce serait celle-là : « Je sais que 2012 sera un rendez-vous électoral de grande importance. Mais nous sommes en 2011, nous ne pouvons nous payer le luxe d'une année d'immobilisme pré-électoral. »

La politique de destruction brutale des acquis sociaux et démocratique, de pillage des atouts économiques de notre pays au profit du capital et du patronat se poursuivra au même rythme en 2011 qu'en 2010. Travailleurs, nous ne pouvons pas nous permettre de nous laisser détourner par la mise en scène des combines politiciennes pour élections de 2012.

Le porte-parole du pouvoir a appris à avoir la victoire modeste. Deux petites phrases seulement évoquent la retraite à 62 ans, « réforme » présentée comme « *inélu*ctable ». Une allusion « *au service minimum* » qui aurait empêché les « *blocages* » fait écho, en plus fin, à sa formule de 2008 : « *une grève, personne ne s'en aperçoit* ».

Le président sait combien la mobilisation massive pour les retraites a bousculé son calendrier en 2010 et a montré l'existence des forces qui, par la lutte, peuvent mettre en échec la politique au service de l'argent. Toute notre action est dirigée pour que cela se produise en 2011.

Donc pour 2011, même politique. Le peuple devra faire de nouveaux sacrifices à l'autel du profit et de la restructuration capitaliste. Chers compatriotes, c'est la crise !

Dans le programme, d'abord il y a ce qui est dit.

Plus le gouvernement en parle, plus on comprend que la loi sur la « *dépendance* » portera une nouvelle grave atteinte à la Sécurité sociale, aux finances locales, une nouvelle ponction sur les salariés et les

retraités (notamment une hausse de la CSG).

La soi-disant « *harmonisation fiscale* » avec l'Allemagne prépare de nouveaux cadeaux au patronat et aux possédants, qui creuseront d'autant encore les déficits, au nom desquels on coupe dans les dépenses publiques et sociales.

Le projet d'introduction de jurys populaires dans les tribunaux correctionnels est une annonce démagogique dans la suite des appels à la vengeance et à la haine du Président et du ministre de l'intérieur qui suivent chaque fait divers. Pendant ce temps, le gouvernement essaie de mettre sous coupe réglée la magistrature et réduit les moyens consacrés à la répression de la délinquance financière.

Ensuite, il y a ce qui continue, mais dont Sarkozy se garde de parler.

Le statut de tous les salariés, le droit du travail vont être encore plus attaqués notamment par l'extension du travail du dimanche, ou par la remise en cause méthodique et extrêmement grave du statut de la fonction publique.

La marchandisation et la privatisation des grands services publics vont s'accélérer. Les tarifs de l'électricité ont encore augmenté de 3% au 1^{er} janvier, après 3% au 15 août. Pour casser les monopoles publics, voilà que le gouvernement ordonne à la RATP de s'approvisionner chez les Autrichiens et les Allemands plutôt qu'a EDF pour faire rouler le métro parisien.

Suivant les lois Bachelot, Boutin et les décrets Chatel, l'hôpital public, le logement social et l'école de la Nation abordent 2011 dans les pires conditions.

La « prime à la casse » a gonflé les profits des firmes automobiles, aux frais des contribuables, mais la production en France est restée aussi faible en 2010 qu'en 2009 (1,7 million de véhicules contre 3,2 en 2005 !) et le mouvement de délocalisation va reprendre de plus belle en 2011.

La « prime à la casse » a gonflé les profits des firmes automobiles, aux frais des contribuables, mais la production en France est restée aussi faible en 2010 qu'en 2009 (1,7 million de véhicules contre 3,2 en 2005 !) et le mouvement de délocalisation va reprendre de plus belle en 2011.

La liste des mauvais coups serait encore très longue à dresser. Sur un autre plan, combien de « nos soldats », auxquels Sarkozy accorde une pensée, « qui risquent leur vie pour défendre nos valeurs » vont-ils mourir en 2011 en Afghanistan pour les valeurs de l'impérialisme américano-européen ?

Enfin, il y a la menace du pire brandie par Sarkozy.

Et si notre pays se retrouvait parmi ces pays qui « ont voulu vivre au dessus de leurs moyens sans penser aux lendemains » ? Et bien, nous subirions une politique de super-austérité comme en Irlande, en Grèce ou plutôt en Grande-Bretagne. Le gouvernement nous en préserve en nous faisant déjà payer au prix fort ses cadeaux à la finance ! Mais il s'en faut de peu qu'il aille brutalement plus loin si elle le lui ordonne.

Surtout quand on entend Sarkozy prétendre que l'euro serait notre protection.

Comme l'euro a bien préservé les peuples irlandais et grec ! Avec l'euro et l'UE, la France n'est pas « isolée » paraît-il. Non, elle est pillée. Avec l'euro et la soi-disant « préférence communautaire », l'industrie française est-elle protégée ? Non, elle est encore plus facilement démantelée. L'euro n'est pas la cause de tous les maux mais il est instrument très efficace aux mains des capitalistes européens pour accélérer leur politique et écarter la résistance des peuples.

Pour Sarkozy (comme pour Merkel), « sortir de l'euro » serait une « folie »...

Fidèle à la stratégie qu'on lui a assignée, le Président continue de banaliser les positions traditionnelles de la droite extrême avec des déclamations aux relents douteux sur le « communautarisme », la menace de la burqa, des multirécidivistes.

Mais la remise en cause de l'euro doit être une question taboue pour le consensus politiquement correct.

Face à l'ensemble de cette politique, il se retrouve des forces considérables, les mêmes que celles qui se sont opposées à la casse des retraites. Quand tous les relais de l'idéologie dominante leur insufflent la résignation et le fatalisme, la patience jusqu'en 2012, communistes, nous posons la question de la lutte, de l'organisation de la lutte, des objectifs de la lutte.

Le spectacle lamentable des « primaires » pour les présidentielles qui occupent quasiment toute la gauche anesthésie la résistance populaire.

Le consensus des partis dominants sur les choix de fond - on l'a vu sur l'allongement de la durée de cotisation sur les retraites, on le voit sur l'euro et l'UE - montre l'illusion d'une alternative politique en 2012.

Pour les services publics, pour la Sécurité sociale, pour la justice fiscale, pour l'hôpital, pour l'école, pour le pouvoir d'achat, pour la défense de l'appareil productif et de l'emploi, c'est maintenant qu'il faut s'opposer à la politique du gouvernement, c'est maintenant qu'il faut y mettre un coup d'arrêt, c'est maintenant que les luttes et leur convergence peuvent imposer des choix de rupture.

Bonne année 2011 !

Adhérez au PCF ! Faites le choix de la lutte !

NOM:.....Prénom.....
.....

Adresse:.....

Téléphone/Courrier électronique:.....